

# → INFOS CONVERGENCES



**Convergence Nationale**

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics



**RÉSistance**

**SOciale**

**Agir tous ensemble  
pour pouvoir mettre en œuvre les politiques répondant aux aspirations des peuples,  
en France et en Europe!**

**Quel choix aurons-nous pour des politiques nouvelles si dès le lendemain des élections, notre pays est enfermé dans un carcan budgétaire empêchant toute réforme ?**

Un véritable arsenal de contraintes financières a été d'ores et déjà instauré au plan européen. Les noms sont barbares, l'objectif étant que les peuples ne s'en mêlent pas : le "pacte pour l'euro plus", le "MES" (mécanisme européen de stabilité), et maintenant le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance).

Ce dernier traité a été signé le 2 mars 2012 notamment par le président Sarkozy. **Il reste cependant à le ratifier avant le 1er janvier 2013.**

***Nous invitons tous les collectifs et organisations agissant sur le terrain du service public et de la question sociale à faire connaître le contenu du traité et à organiser un large débat public, non seulement pour le dénoncer mais aussi pour affirmer l'exigence de politiques nouvelles répondant aux besoins des populations en France comme dans tous les pays d'Europe.***

**De quoi s'agit-il?**

Ni plus ni moins que d'assujettir l'ensemble des politiques budgétaires des Etats à la Commission européenne afin de les contraindre à mener des politiques d'austérité visant en premier lieu tous les services publics. **Cela va bien plus loin que tous les dispositifs existants** : les pays devront avoir un "déficit structurel" maximum de 0,5% du PIB. Si la dette excède 60% du PIB, il faut la réduire d'1/20ème par an. **Dans le cas de la France, les économies à réaliser en 4 ans seraient d'au moins 100 milliards d'euros !** Pour mémoire, le renouvellement d'un fonctionnaire sur deux ne « rapporte » que 500 millions d'euros par an et entraîne déjà des conséquences monstrueuses : pour l'usager en termes de service rendu, d'égalité et d'accès, et pour les salariés en termes de conditions de vie, de travail et de garanties statutaires. Il s'agira donc de s'attaquer aux dépenses dites de transfert: la sécurité sociale, les retraites, les allocations chômage, etc... l'exemple vient d'être donné par l'Espagne avec un nouveau plan de réduction des dépenses publiques de 10 milliards d'euros dans l'éducation et la santé!

**Si on laisse faire, une austérité comme on n'a jamais vu nous attend.**

La monnaie est un bien commun qui doit être mis au service du développement, de l'emploi et des services publics. Les Etats et la Banque centrale européenne doivent cesser de renflouer les spéculateurs au détriment de l'économie réelle et des peuples !

***C'est pourquoi la Convergence nationale de défense et développement des services publics avec Résistance sociale sont à l'initiative de l'appel que nous vous invitons à signer et à faire connaître le plus largement autour de vous. Celui-ci vise à favoriser le rassemblement et les initiatives de toutes les forces qui veulent promouvoir et construire une autre politique pour le progrès social.***

# APPEL A LA MOBILISATION UNITAIRE

## Contre la signature par la France du projet de Traité de la zone Euro

**Aggravant le Traité de Lisbonne, le projet de traité intergouvernemental de la zone euro adopté par le sommet des chefs d'état et de gouvernement apporte des garanties :**

**Le Pacte pour l'euro plus et sa règle d'or, le projet de traité intergouvernemental de la zone euro sont inacceptables sur le plan économique, social, démocratique.**

**Par eux, les libéraux veulent graver l'austérité dans le marbre.**

**Leur but : vassaliser les peuples à la finance.**

**Leur moyen : réduire les possibilités d'alternative politique par le suffrage universel.**

► **Garantie que la dette continuera d'augmenter : la politique qui a causé la crise et la dette s'amplifie !**

Baisse des salaires dans la valeur ajoutée, privatisations, partenariats public-privé, exonérations et exemptions de cotisations sociales patronales, baisse de la fiscalité des entreprises et des très riches, refus de lutter contre les paradis fiscaux, aides aux entreprises sans contrôle ni évaluation, libre circulation des capitaux, libre échange déséquilibré (OMC, AGCS, refus d'exiger la mise en œuvre des conventions de l'OIT...), euro trop élevé pour l'économie française, obligation des états de se financer auprès des marchés financiers ... ***Avec cette politique, il n'y a aucune chance de sortir de la crise.***

► **Garantie pour les banques privées et les spéculateurs que les intérêts seront payés**

*(cf. déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, sommet européen des 8 et 9 décembre 2012)*

► **Garantie pour les peuples d'austérité à perpétuité :**

**Le retour de la dette à 60 % du PIB, dans une économie en crise ou atone est impossible en empêchant toute politique de relance.** Le Pacte pour l'euro +, dont la « règle d'or » fait partie est précis : remise en cause du SMIC, flexibilité, « modération salariale » (public et privé), priorité à la dette sur les dépenses santé, les retraites..., transfert des cotisations sociales patronales sur la TVA, la CSG, réduction drastique des services publics, ... ***Cela rendrait impossible une mise en oeuvre d'une véritable politique de gauche.***

► **Garantie d'autoritarisme, les peuples n'ayant plus leur mot à dire.**

Le Traité de Lisbonne a été adopté en violation du référendum sur le traité constitutionnel. La dérive autoritaire s'accroît de sommet en sommet et serait constitutionnalisée. « Surveillance budgétaire », « sanctions automatiques », « contrôle par la Cour de Justice » ... c'est la soumission de la République aux oukases de la troïka (Commission européenne, BCE, FMI), en réalité de Goldman Sachs et autres banques et multinationales.

**Citoyen-ne-s et militant-e-s :**

➔ **Nous appelons à la mobilisation unitaire contre la signature par la France du Traité intergouvernemental de la zone euro.**

➔ **Nous appelons à une refondation de la construction européenne basée sur la coopération, le progrès économique, social, environnemental.**

**[POUR SIGNER CLIQUEZ ICI](#)**